

## BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

## FRANCE.

Paris, 17.—Le Président MacMahon, a envoyé, aujourd'hui, un message à l'Assemblée, qui a été présenté et lu par le Duc de Broglie.

Le maréchal déclare qu'avant d'accepter une prolongation de son terme d'office, il veut indiquer les garanties, sans lesquelles il serait imprudent pour lui de rester à la tête de l'administration.

En remettant l'ouverture de la prolongation de son pouvoir jusqu'après la votation des projets de loi relatifs à la constitution, on diminue son autorité et on rend la situation encore plus incertaine.

Si la prolongation de la présidence est ratifiée par l'Assemblée, il travaillera dans l'intérêt des idées conservatrices dont il est imbu et qui sont les idées de la nation.

Le comité de la prolongation a adopté la proposition d'un nouveau terme d'office de sept ans faite par le président, mais il a refusé d'accéder aux autres propositions.

Berlin, 17.—Le gouvernement de Berlin a signalé à l'attention du cabinet français, la lettre pastorale de l'Evêque de Nancy qui ordonne des prières pour le recouvrement de Metz et Strasbourg.

Les élections des membres de la Diète prussienne auront lieu au commencement de janvier.

Paris, 18.—La Patrie dit qu'un complot ayant pour but l'établissement de la Commune à Lyon a été découvert et que plusieurs personnes impliquées dans l'affaire ont été arrêtées.

Versailles, 18.—Au procès de Bazaine aujourd'hui, le général Bourkaki dit qu'il avait entrepris la mission auprès de l'impératrice Eugénie, parce qu'il croyait que c'était le seul moyen de sauver l'armée de Metz.

Versailles, 18.—Dans l'Assemblée, aujourd'hui, le général Changarnier proposa que les pouvoirs du Président soient prolongés sans conditions.

Il en résulta un débat très-orageux. M. Laboulaye, rapporteur de la Commission sur la prolongation, annonça qu'il était impossible que la Commission s'entende avec le gouvernement.

M. Berland, l'un des chefs du centre gauche et M. Prax-Paris, bonapartiste, firent tour à tour une charge violente contre M. de Broglie et lui dirent qu'il ferait mieux de sortir du ministère.

M. Jules Simon déclara que la prolongation des pouvoirs du président sans conditions équivalait au gouvernement personnel.

Il dit que le Président par un message comme celui d'hier pourrait en tout temps exercer une influence indue sur l'Assemblée et demanda l'établissement définitif de la République.

M. Ernoul, garde des sceaux, défendit le Président MacMahon et son administration. Le débat a été ajourné sans qu'il y ait eu de division.

Paris, 19.—M. Blondin, directeur de la Banque de France à Metz a déclaré aujourd'hui, devant la cour martiale que le général Coffinières lui a recommandé le 20 août de cacher autant d'or que possible vu que les Prussiens devaient, sous peu, entrer dans la ville.

Madrid, 19.—Le journal, l'Imparcial, dans son numéro d'aujourd'hui fait remarquer le ton modéré de protestation de la part du gouvernement anglais relativement au *Virginus*.

Madrid, 19.—Le ministre de la guerre a donné ordre à tous les soldats de l'armée de réserve d'aller se rapporter en personne d'ici à quinze jours aux dépôts de leurs régiments respectifs.

New-York, 20.—Une dépêche reçue à minuit de Paris, mande qu'il y a eu, ce soir, une séance orageuse à l'Assemblée nationale. M. Depayne, député de la Droite, a proposé un amendement au rapport du comité nommé pour s'occuper de la "question de la prolongation." Cet amendement stipule que le terme d'office du Président MacMahon, sera prolongé de sept ans, indépendamment de l'adoption des projets concernant la constitution. MM. Laboulaye, Grévy et au res ont opposé l'amendement, mais il a été adopté par une majorité de 66.

Une motion fut ensuite proposée par la Droite à l'effet de nommer un comité de 30 pour faire un rapport au sujet des projets de constitution. Cette motion a été adoptée par une majorité de 68.

Le résultat de ces deux votes a causé beaucoup d'excitation à Paris.

Paris, 20.—Immédiatement après que l'Assemblée se fut ajournée, le ministère a donné sa démission au Président, il a refusé de l'accepter et a prié les ministres de garder leurs portefeuilles tant qu'un autre cabinet ne serait pas formé.

Les ministres ont consenti à ne résigner qu'après que l'interpellation sur les élections remises aura été débattue par l'Assemblée.

Paris, 21.—MM. Gambetta et Jules Favre ont comparu, aujourd'hui, comme témoins devant la cour Martiale de Versailles. La salle d'audience était comble et les dépositions paraissaient provoquer le plus vif intérêt.

Favre rendit compte de ses entrevues avec Bismark et ce dernier lui a déclaré qu'il ne croyait pas à la reconnaissance par le maréchal Bazaine, du gouvernement de Septembre.

Cer rapport créa la sensation la plus profonde parmi l'auditoire.

Londres, 22.—Des dépêches spéciales de Madrid adressées aux journaux, ce matin, confirment la nouvelle que l'entrevue entre le gouvernement et le ministre Sickles a été très-orageuse. Sickles voulait partir de Madrid à cause des démonstrations menaçantes que la foule a faites devant sa résidence, mais les officiers du gouvernement ayant dispersé la foule il s'est décidé à rester dans la ville.

## ANGLETERRE.

Londres, 17.—Le Times de ce matin consacre un article éditorial à l'affaire du *Virginus*. D'après ce journal, l'île de Cuba serait certainement annexée aux Etats-Unis si le gouvernement démocrate était au pouvoir.

Si l'Angleterre, ajoute-t-il, est appelée à venger l'assassinat de plusieurs de ses sujets, elle n'aura aucune raison de ne pas reconnaître l'indépendance de Cuba. Le gouvernement américain doit adopter une telle ligne de conduite.

Londres, 18.—Des nouvelles en date du 27 octobre, disent que les troupes anglaises qui marchent contre les Ashantees, sont à présent à vingt milles plus loin que Elmena où ont eu lieu les récents combats.

Les Ashantees ont été défaits après avoir perdu un grand nombre de soldats tués ou blessés. Leurs villages ont été rasés et ils retrahent à présent sur Coomassie, et se rallieront, selon toute probabilité, sur les bords de la Prah.

Il y a eu de nombreux décès parmi les troupes.

Sir Garnet Wolseley est parti hier soir (26) avec seulement 100 soldats de l'infanterie de marine dans le but de harasser l'arrière-garde de l'armée ashantee forte de 40,000 hommes et qui bat en retraite vers le Prah.

Les marchands pensent que c'est une ruse de la part des ashantees dans le but de faire éloigner les troupes anglaises de la côte et pour attaquer ensuite la forteresse et les forces qui sont sous le commandement du capitaine Glover.

Sir Garnet Wolseley fait de grands efforts pour accomplir ce qu'il a entrepris et d'après ce que l'on peut voir l'expédition promet de réussir.

Londres, 19.—Les journaux du jour, expriment l'opinion que les gouvernements anglais et américain agiront de concert pour régler les présentes difficultés qui viennent de surgir entre ces deux puissances et l'Espagne.

## ETATS-UNIS.

New-York, 17.—Le gouvernement américain a officiellement appris, hier, que 50 autres prisonniers du *Virginus* ont été exécutés. Parmi eux se trouvent 15 sujets anglais. Le gouvernement anglais a dû recevoir la même nouvelle.

La Tribune de Washington annonce que le général Sherman est opposé à la guerre avec l'Espagne. Les forces militaires des Etats-Unis ne sont pas assez bien organisées. Le général, en définitive déclare que ce serait une imprudence pour son pays d'engager des hostilités.

Le procureur général à Washington est aussi du même avis.

New-York, 17.—Une dépêche de Washington fait dire à l'amiral Porter que la marine américaine n'est pas en état d'entrer en parallèle avec la marine espagnole.

Washington, 17.—Dans une conversation, le Président Grant a déclaré que la ligne de conduite à tenir vis-à-vis de Cuba était toute tracée. Recueillir toutes les informations, connaître à fond les circonstances qui ont accompagné ce lamentable événement, c'est le devoir du gouvernement avant qu'aucune initiative ne soit prise.

Quant à lui, il n'a pas changé d'idée dans sa politique au sujet de l'île de Cuba. Il est fier que les organes de l'opinion publique aient protesté contre une violation aussi flagrante du droit international. Le Président n'est pas capable de déclarer la guerre. La question sera soumise au Congrès qui doit bientôt s'assembler et le peuple américain doit se préparer aux événements.

New-York, 21.—Une dépêche spéciale envoyée par le cable de Madrid, en date du 20 courant, au Herald, dit que la situation est grave. Il y a eu un sérieux malentendu entre le ministre Sickles et le cabinet espagnol. A l'arrivée de la nouvelle de la capture du *Virginus*, le président Castelar, se rendit à la légation des Etats-Unis et exprimant son regret pour ce qui venait de se passer, et ordonna la suspension de la sentence.

Lorsque le secrétaire Fish, télégraphia la nouvelle de l'exécution, le général Sickles, envoya une note à 2 heures du matin, demandant le *status quo*. Le secrétaire des affaires étrangères, répondit en demandant de plus amples détails, et disait en même temps que le général Sickles n'avait pas le droit d'agir ainsi; alors le général Sickles, adressa au nom des Etats-Unis une protestation formelle, contre les cruautés inhumaines commises à Santiago de Cuba, et contre l'insulte que l'on venait de faire au drapeau américain. A la fin de l'entrevue Sickles demanda de nouveau que l'Espagne força le cabinet de Cuba, à suspendre les exécutions.

Le ministre espagnol des affaires étrangères déclara alors hautement qu'il ne permettait pas à Sickles, de discuter sur les affaires municipales de Cuba. L'entrevue se termina alors d'une manière peu satisfaisante, Sickles disant qu'il ne voulait pas avoir d'autres relations avec le ministre, si ce n'était que celles purement officielles.

Les espagnols blâment les Etats-Unis au sujet de l'insurrection cubaine, et déclarent qu'ils feront la guerre avec plaisir.

Le ministre Sickles dit qu'il ne voit pas comment l'on pourrait éviter la guerre, vu que l'Espagne refuse de faire aucune concession, et le peuple espagnol défend au président Castelar de ne rien concéder.

Les républicains extrêmes favorisent les vues des Etats-Unis, au sujet de cette affaire.

New-York, 21.—Une dépêche spéciale de la Havane au Herald, mande ce qui suit: Le Diario dit aujourd'hui qu'il ne voit aucune justification à la déclaration de guerre qui menace Cuba à l'occasion de la capture du *Virginus*, mais que si le conflit s'engage, Cuba imitera Cartage, Numance et Sagonte, et fera l'admiration du monde par son héroïsme.

New-York, 22.—Tweed est condamné à 12 années d'emprisonnement dans la prison de comté et à une amende de \$12,750. Tweed a reçu sa sentence avec calme et a été conduit sous bonne garde. Il est maintenant âgé de 66 ans. Il aura donc 78 au terme de sa punition.

Washington, 23.—On commence à discuter l'affaire du *Virginus* avec plus de calme. C'est l'opinion générale qu'il n'y aura pas de guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne.

On parle beaucoup de soumettre l'affaire du *Virginus* à des arbitres; si on adopte ce moyen de régler la difficulté, l'empereur d'Allemagne sera probablement arbitre.

## ESPAGNE.

Bayonne, 24.—Don Alphonse frère de Don Carlos a été nommé généralissime des forces carlistes.

400 républicains, paraît-il, ont péri dans une bataille livrée aux carlistes.

Madrid, 21.—En présence de l'attitude prise par M. Layard, consul anglais en cette ville, le général Sickles a suspendu ses préparatifs de départ.

## CUBA.

La Havane, 19.—Le général commandant ce département a reçu une lettre de l'archevêque catholique dans laquelle il dit:—Notre cœur bat de joie quand nous annonçons à votre Excellence que parmi l'équipage du *Virginus*, il y en a vingt qui demandèrent d'eux-mêmes à devenir catholiques et qui furent baptisés dans notre sainte religion avant d'être fusillés.

## ITALIE.

Rome, 20.—Le Pape adressa aujourd'hui la parole aux étudiants qui doivent quitter Rome à cause de la suppression des ordres religieux.

Il conseilla aux étudiants américains de se délier de l'excessive liberté qui règne dans leurs pays, et établit en même temps un contraste entre la non-intervention du gouvernement avec l'Eglise aux Etats-Unis et les persécutions auxquelles elle est en butte dans l'empire d'Allemagne.

## DATE DE LA MORT DE JOLLIET.

Ottawa, 13 Novembre 1873.

Monsieur.

Un correspondant du *Franc Parleur* qui signe "L. J. G." (1) me prie de dire sur quelle autorité je m'appuie pour indiquer dans mon *Dictionnaire Généalogique* que Louis JOLLIET mourut "entre le mois de Mai et d'Octobre" de l'année 1700.

Rien de plus agréable que de fournir des preuves... quand on en a. Fort heureusement, je suis en état de le faire, et voici comment.

Rappelons-nous que MM. de Callières et de Champigny écrivent, à la date du 18 Octobre 1700, "que Jolliet est mort."

Consultez les registres de la paroisse Notre-Dame de Québec, à la date du *quatrième jour du mois de Mai* 1700, et vous trouverez, parmi les témoins du mariage de Jérôme Corda avec Anne Normand dit Brière, la signature de "JOLLIET, HYDROGRAPHE DU ROY."

Donc Jolliet mourut entre le 4 Mai et le 18 Octobre 1700.

Maintenant, si l'on peut prouver, comme il paraîtrait qu'il fut inhumé dans une des îles de Mingan, il faudra en conclure que la mort eût lieu au moins assez longtemps avant le 18 Octobre pour que, à cette date, MM. de Callières et de Champigny en eussent été avertis à Québec.

Voilà ce que je sais. Nous fera-t-on le plaisir de compléter ces renseignements par le titre et la date, ou même le texte du document qui permet de dire "qu'il fut inhumé dans une des îles de Mingan, celle qui est située devant le Gros-Mécatina."

C'est ce qui reste à prouver, pièce en main.

J'ai bien l'honneur d'être,

Monsieur l'Editeur,

Votre tout dévoué serviteur,

CYPR. TANGUAY, Ptre.

(1) *Franc Parleur*, 10 Octobre 1873.

## NOS GRAVURES.

## LA COMMISSION DES NEUF.

On se rappelle qu'au commencement du mois d'octobre, le 4, croyons-nous, les délégués des fractions conservatrices de l'Assemblée se réunirent chez un de leurs collègues, M. Aubry, afin d'étudier les moyens d'arriver à un prompt accord entre la droite et le centre droit, en vue du rétablissement de la monarchie. Ce travail, alors très-complicqué, fut confié à une commission, composée de neuf membres, dont voici les noms:

- M. le général Changarnier, député de la Somme;
- M. Chesnelong, député des Basses-Pyrénées;
- M. Lucien Brun, député de l'Ain;
- M. le duc d'Audiffret-Pasquier, député de l'Orne;
- M. Callet, député de la Loire;
- M. de Labassettière, député de la Vendée;
- M. Combar, député de l'Ardèche;
- M. le comte Daru, député de la Manche;
- M. le baron de Larcy, député du Gard.

La commission, ainsi composée, se mit immédiatement à l'œuvre, et après avoir arrêté le programme des garanties constitutionnelles auquel elle subordonnait le rétablissement de la royauté, d'un de ses membres se rendait auprès du comte de Chambord, à Phalzbourg. Ces deux membres étaient MM. Lucien Brun et Chesnelong. Ils eurent avec le chef de la maison de France plusieurs conversations importantes, et, finalement, ils arrivèrent à un accord sur la question du drapeau et sur la question non moins décisive des garanties constitutionnelles.

La commission des neuf se trouve donc avoir joué un rôle considérable dans les négociations dont il s'agit, et, quel qu'en soit le résultat, nous avons pensé qu'il n'était pas sans intérêt de donner les portraits des députés qui y ont pris part au même titre dans des proportions diverses.

## LE CHIEN DU BERGER.

Fidèle à son maître, il pleure aujourd'hui sur son cercueil. On a bien raison de dire que le chien est l'ami de l'homme. Combien y a-t-il d'autres amis du berger qui pleurent en ce moment?

## LE PONT INTERNATIONAL.

Une dépêche télégraphique annonçait l'autre jour que le pont international de Buffalo était terminé et qu'il serait bientôt ouvert à la circulation. C'est assurément l'une des nouvelles les plus importantes pour le commerce canadien et pour l'avenir du grand tronç. Le pont international relie la frontière américaine au Canada. C'est un immense tube de fer jeté à travers la rivière Niagara et qui coûte plus d'un million et demi de dollars. Il est construit d'après le même système que le Pont Victoria. Le changement de la largeur du chemin et l'ouverture de ce pont mettent le Grand-Tronç en relation avec 150 chemins de fer américains, avec lesquels il échange maintenant le trafic. Déjà une immense augmentation en a été le résultat qui ne peut manquer de s'accroître de jour en jour, et l'on parle déjà de construire une voie double afin de permettre au trafic de se développer sans entrave.

En apprenant ces heureuses nouvelles les actionnaires du Grand-Tronç se sont réunis à Londres et ont passé un vote de remerciements aux employés de la compagnie en Canada pour la promptitude et l'habileté consommée dont ils ont fait preuve dans l'exécution de ces grands travaux.

LA FORTUNE D'UN PRÉSIDENT.—M. Johnson, prédécesseur du général Grant comme président des Etats-Unis, n'a pas profité de son passage à ce poste élevé pour faire fortune. Tout son avoir consistait en une somme de \$70,000, déposée dans la First National Bank, de Washington, qui a fait faillite pendant la récente panique et qui paie aujourd'hui 30 pour cent à ses créanciers. La modeste fortune de l'ancien président se trouve donc réduite à \$21,000.